

"Carburants : mettons fin au racket fiscal !" ·

BFMTV, 08/09/2026

43 min · Debout la France

Bonsoir à tous, je suis très heureux de vous retrouver pour ce nouveau BFM Grand Soir avec comme chaque jour tous les débats qui secouent la présidentielle. Et là ce soir une concern qui vous concerne très directement, vous qui nous regardez, faut-il plafonner le prix des carburants ? C'est la phrase du jour, vous la voyez apparaître, regardez, elle est cinémiche et d'or de clair, c'est inéluctable, il va falloir plafonner les prix. Et bien on en débat ce soir et on commence par là ce soir avec nos invités qui sont en train de s'installer autour de cette table. Nicolas Dupont-Ugnan, bonsoir, candidat de Boul à la France à l'élection présidentielle. Merci d'être là, je suis tout de suite votre pot livre. 2027, la liberté ou la mort, carrément aux éditions Fayard. Avec nous également Yann Brossat, bonsoir, sénateur communiste pour Fabien Roussel. Donc avec nous ce soir Pierre Chasseret, bonsoir Pierre, délégué général de l'association 41 Nautomobilistes. Et avec moi comme tous les soirs Yves Trea, Anne -Sara Dubois, Elisabeth Bonsoir à tous les trois. Un coup d'oeil évidemment pour poser les choses au prix des carburants ce soir. 2,27€, le litre pour le gasoil, le samplon 98 est à 2,16€ et 2,07€ pour le samplon 95. Pour Michel -Edouard Leclerc on a atteint la limite. Je le cite, à un moment donné, ça va tellement peser sur la croissance, notamment sur l'agriculture etc. C'est -à-dire que les pouvoirs publics vont devoir être obligés de plafonner les prix. C'est inéluctable, il va falloir plafonner les prix. C'est inéluctable, il faut le faire Nicolas Dupont -Aignan. Mais c'est

indispensable en traitant la cause. Baissez les taxes. Ah c'est pas la même chose ! Non mais plafonner les prix oui, je peux le dire là. Mais si vous plafonnez les prix sans baisser les taxes, qu'est-ce que va-t-il se passer ? La France sera moins approvisionnée, on aura un problème majeur. Donc il faut bien sûr un geste fort, mais il faut à un moment tout de suite alléger les taxes parce que on le sait, c'est du racket organisé et ça fait des années que je le dis. J'ai proposé 100 fois, 1000 fois, de supprimer déjà la TVA sur la taxe. Le seul pays au monde qui met une TVA sur une taxe, quasiment l'un des seuls. En Espagne, ce soir j'ai regardé, le diesel est à 1,87€. Voilà, il faut arriver... 40 centimes de moins qu'ici. Voilà, il faut baisser de 40 centimes. Il y a un coût, il ne faut pas le nier, 10 milliards. Il y aura des recettes supplémentaires parce qu'on va empêcher d'handicaper la croissance, mais cet argent, on n'a pas de scrupule à le déverser, le dilapider depuis des années, des mois ailleurs. Donc quand on nous dit il n'y a pas d'argent, ce n'est pas vrai. Mais ils préfèrent donner de l'argent à l'Union européenne, à l'Ukraine, aux Foscars de Vital, aux éoliennes qui nous coûtent 12 milliards par an. Bref, il y a un moment, il y a des choix. C'est tout ce que je demande.

Bon, on ne va pas faire la liste de ce que vous voulez dire, mais je garde les 40 centimes. Yann Brossard, qu'est-ce que vous dites -vous ce soir ? On arrête, on plafonne d'une certaine manière, comme ce que disent et Michel Edorletier et Jean

-Luc Mélenchon. Bien sûr, il faut à l'évidence plafonner les prix. D'ailleurs, pour ce qui concerne Fabien Roussel, il l'a dit depuis des années maintenant. Il faut effectivement baisser les taxes parce que de fait, tout ça pèse très lourdement sur le pouvoir d'achat des familles et notamment de familles qui sont obligées d'utiliser leur voiture, en particulier pour se rendre sur leur lieu de travail. Mais je voudrais juste insister sur un point. Il y a le prix des carburants qui augmente, mais il n'y a pas que le prix des carburants qui augmente. Tous les prix augmentent. Le prix de l'énergie de manière générale qui a augmenté de 12 % en un an. Le prix de l'électricité, le prix du gaz, tout augmente. Et

dans le même temps, les salaires stagnent. Ce qui fait que la situation est insupportable, c'est que vous avez d'un côté une augmentation des prix, l'inflation, et que vous avez d'autre part des salaires qui eux, stagnent, en tout cas, n'augmentent pas au niveau de l'inflation, ce qui se traduit par une baisse de pouvoir d'achat. Sauf que

pendant que vous dites « on plafonne », Nicolas Dupongi, on vous dit à l'instant, si on plafonne, il y a pénurie. Je caricature un peu. Mais j'ai pas entendu ça dans la boucherie. Je l'ai pas entendu ça dans sa bouche.

Je dis « on plafonne » comme geste politique immédiat. Parce qu'il faut arrêter. Mais obligatoirement, parce que je suis quelqu'un de sérieux, je vous dis qu'un plafonnement durable, si on ne baisse pas les taxes parallèlement, va aboutir à une pénurie de l'approvisionnement. Il y a un autre point dont on ne parle pas, mais il faut en parler. C'est à moyen terme « rapatrier le raffinage ». Parce qu'on a délocalisé 50 % du raffinage du diesel, hors d'Europe et hors de France. C'est pas l'État, ça. Mais l'État est stratège. Mais l'État est stratège, mais

la compagnie est totale. On parle beaucoup dans la qualité. Mais il fallait pas les laisser faire. Il fallait pas, mais avec des scies, on remettrait Paris en bouteille. Mais le problème, c'est que le raffinage, c'est total. Pas que total. Il y a pas que total, mais il y a une grande partie total, qui est quand même une grosse compagnie et une major. D'où l'importance. C'est elle qui décide si elle raffine ou pas en France. Non, excusez

-moi. Ah si. Non, c'est l'État. Le principe même de l'harmonie énergétique. Aujourd'hui, en vertu de la loi française, c'est l'État. L'État doit reprendre en main... Ne faites pas des promesses que vous ne pouvez pas tenir. Je les tiens. Vous

êtes exactement toujours la même chose. Vous racontez des histoires

aux Français. On n'a pas été en pénurie de pétrole. On a eu une électricité bon marché, parce que l'État, stratège, savait investir à 50 ans. C'est le général de Gaulle qui le faisait. L'État est plus stratège que le général de Gaulle. Ça fait 60 ans, monsieur. Je veux qu'il le redevienne. Parce que c'est ça l'enjeu. Est-ce qu'on veut un pays souverain ou pas ? C'est ça l'essentiel. Et ce que je dis aux Français, c'est qu'aujourd'hui, sur le diesel, ce qui est un comble, c'est que le prix du diesel, le carburant, est à 100 dollars. Mais le raffinage est jusqu'à 80 dollars. Parce qu'on s'est privé du diesel russe, qui nous aidait bien, on s'est privé du Moyen-Orient, et aujourd'hui, on arrive à un point où, parce qu'on a laissé faire des compagnies privées qui sont devenues des États dans l'État, on a perdu la prise de notre politique

énergétique. Si vous me permettez d'en finir sur la question des salaires, moi, je suis frappé par le fait que dans ce pays, la question des salaires n'est jamais un vrai débat politique. En 40 ans, la part des salaires, dans la valeur ajoutée, a diminué de 10 points au profit du capital. C'est -à-dire qu'on a 10 points qui sont partis du travail vers le capital, de la main des travailleurs, de ceux qui produisent les richesses, vers le capital. Ça n'est pas possible. Et c'est comme ça qu'on se retrouve dans une situation où tant de gens bossent et n'arrivent pas à boucler leur fin de mois, n'arrivent pas à nourrir correctement leur famille et sont étouffés par l'envolée des prix.

Le point numéro 2 dans mon petit programme ce soir, ça concernait les salaires. Mais on y vient dans une

seconde. Je vous en remercie, on n'en parle pas assez. Pierre Chassret, et

on a fait une émission quasi spéciale la semaine dernière à la forum sociale où on a parlé effectivement des salaires. Pierre Chassret, qu'est-ce que vous dites de vous chez Carburants et Automobilistes ? Qu'est-ce qu'on fait

? J'entends beaucoup de choses qui sont très pertinentes de la part de Yann Brossard, de la part de Nicolas Dupont -Aignan sur les carburants, de la part d'Yves Trier. Tout ça est très pertinent. Et puis les automobilistes qui nous regardent, eux, ils veulent juste une chose. Peu importe comment on y arrive, il faut aboutir à une baisse de la fiscalité sur les carburants. Elle va être essentielle pour quoi ? Parce qu'on est en train, et c'est ce que maintenant je dis depuis quelques mois, si on m'a écouté quand j'ai sorti mon bouquin, on n'en serait peut-être pas là. On est en train d'handicaper notre croissance. C'est évident s'il y a moins de pouvoir d'achat, il y a moins de consommation. S'il y a moins de consommation, il y a moins de croissance. Et on crée aujourd'hui une politique qui va tout droit vers la récession. Mais ces sont ces grandes phrases pour parler très clair. Si l'État, Maxime Souitec, si l'État ne fait pas le choix d'abaisser de manière drastique sa fiscalité, le pronostic vital de la France est engagé. Mais l'État est nu.

Non, c'est l'erreur que tout le monde

fait. C'est l'erreur que tout le monde fait. Pourquoi ? C'est un investissement. Lorsque Ronald Reagan, aux États-Unis, prend la présidence des États-Unis, doit faire face à une inflation record et à des chefs d'entreprise qui s'expatrient. Toutes les richesses quittent. On arrive à deux points de chiffre d'inflation. Les Américains n'en peuvent plus, les entreprises n'en peuvent plus. Qu'est-ce qu'il va faire ? Il va créer un véritable big bang économique en appliquant le programme d'Arthur Laffer, un économiste américain.

La courbe de Laffer, le trop-impôt du

impôt. Qui a permis, à travers cette vision, de relancer la dynamique économique des États-Unis. On voit aujourd'hui comment ça se fait. En gros, on baisse

les taxes pour relancer la croissance. Juste pour rester dans le concret, pour deux plaintes par mois d'une citadine avec un réservoir de 50 litres, c'est 25 euros en plus à chaque plein en ce moment, plus 50 euros par mois, plus 600 euros par an. Je voulais juste qu'on écoute Jean-Luc Mélenchon, parce que ce soir, on a une convergence à laquelle je ne m'attendais pas, entre Michel-Édard Leclerc et Jean-Luc Mélenchon sur le plafonnement de l'essence. Jean-Luc Mélenchon qui le remarque, d'ailleurs, dans un tweet aujourd'hui, en disant, Michel-Édard Leclerc, à propos des prix de carburant, le pouvoir public va être obligé de plafonner les prix. La proposition faite à la braderie de Lille du blocage des prix gagne du terrain dans le pays. Elle est très majoritaire. Les insoumis l'appliqueront dès leur arrivée au gouvernement puisqu'il suffit d'un décret. Voici ce que disait samedi à Lille à la braderie Jean-Luc Mélenchon.

Voici ce qu'il faut faire d'urgence. Bloquer les prix. Bloquer les marges de profit qui ne peuvent continuer.

Bloquer les prix, bloquer les marges de profit.

Ce n'est pas possible. Moi, ça me gêne d'entendre ça parce que quelqu'un s'y fait du populisme. Je vais expliquer à ceux qui nous écoutent pourquoi ce n'est pas possible. Imaginons-nous, chef d'entreprise, si demain un État nous demande de lui vendre un produit à des prix plafonnés, qu'est-ce qu'on va faire ? On va pas lui vendre. On va le vendre à un autre État

qui l'achète au juste prix. Attendez, alors pourquoi ? Pardon, vous dites que ce n'est pas possible. Pourquoi est-ce que Michel -Édouard Leclerc rejoint cette pièce ? Sur l'essence. Oui, alors attention, ça fait que là je parlais de l'essence.

Michel -Édouard Leclerc, Yves Trier, j'ai bien écouté ce qu'il a dit. Il a parlé du blocage, il a parlé aussi de baisse des taxes. Il a très clairement appliqué le principe de la baisse des taxes, alors qu'il y était défavorable au mois de mars dernier. Donc, au mois d'avril dernier, ce qui se passe actuellement, c'est que quand vous avez un gros gâteau, pensez au gâteau d'Obelix et Astérix. On a tous cette vision. Quand on a Obelix, fait la part du gâteau et qu'il en donne une toute petite astérix pour garder la grosse pour lui. C'est ce qui se passe sur les prix des carburants. Aujourd'hui, vous avez quoi ? Les petites stations de service, elles prennent 5 centimes par litre. Elles font rien. C'est même pas le prix d'un café à chaque plein. En revanche, l'État prend l'équivalent de 65%. On ne peut pas... Quel produit mérite d'être taxé à 65 % ?

Pardon, Anne -Sara Nubois. Je disais, l'État est nu, pour ne pas dire que l'État est à poil. Moi, je rajouterai un L. On voit les débats autour du budget qu'on a tous les soirs ici même. Dire, on va baisser les taxes de 30, 40 centimes, ça va nous coûter 10 milliards. Et comment on fait ?

À moins d'aller chercher ailleurs, en effet, et ça, ce sont des arbitrages politiques qu'on laisse aux candidats à la prochaine présidentielle. Mais en tout cas, le plafonnement des marges, le gouvernement lui-même l'a envisagé en mars dernier. Sébastien Lecornu a agité ce chiffon rouge devant les distributeurs en disant « Si vous faites pas un effort drastique et si vraiment vous ne serrez pas vos marges au maximum...

» Mais les distributeurs, ils en viendra ? Vous

dégainera ? Est-ce que c'était populiste pour vous aussi à ce moment ? Bien

sûr que c'était populiste puisque regardez, je vous dis, je bosse avec la Fédération nationale de l'automobil. Vous envoyez

certaines marges, les profits total, vous savez comment ça est ? Attention, vous m'avez

parlé de distribution. Vous m'avez parlé de distribution, vous répond. La distribution... Distributeur et raffineur, c'était agité pour les deux. C'est pas la même chose. C'était agité pour les

deux. Raffineur et distributeur. Oui mais il faut faire très attention à ce qu'on dit parce que les distributeurs, la station service, la petite station service où mes automobilistes, nous, on est là demain pour faire le plein, prennent 5 centimes par litre. Donc arrêtons un petit peu. Vous avez sur 2 euros, alors je sais que c'est plus 2 euros aujourd'hui le prix du carburant, mais sur 2 euros vous avez 1,17 euro de taxes. De qui se moque-t-on ? Si quelqu'un doit

agir sur les marges, sur la distribution, très peu de marge. Mais il faut quand même être honnête, et madame a raison, sur les pétroliers, il y a eu des marges, ils en ont profité. Donc, plafonnement comme avertissement et derrière baisse de taxes, concomitamment. Et puis, action, je suis désolé, pour une politique énergétique à long terme, moyen terme, ça ne va pas régler le problème dans l'instant, mais on doit reprendre en main le secteur de l'énergie, sur l'électricité, sur le gaz, sur le pétrole. On ne peut pas laisser l'énergie à des intérêts privés. Mais pardon, reprends en main, ça veut dire quoi de nationalisé ? Ça veut dire oui. Par exemple EDF, on doit la renationaliser, il faut revenir à un prix unique de l'électricité et arrêter ces opérateurs privés, ce marché européen, qui aboutit à une aberration sur l'électricité, j'espère qu'on va en parler. On peut diviser par deux le prix

de l'électricité en France, en sortant du marché européen. On produit avec une électricité nucléaire pas chère, et on a mis en place un système d'éoliennes, de panneaux solaires, qu'on subventionne pour 12 milliards.

Ah les énergies, c'est dans votre champ de mine. Mais parce que

je sais qu'on peut, demain matin, en reprenant en main les leviers du pouvoir, baisser les tarifs, pas partout, pas sur le gaz, le gaz on l'apporte, mais l'électricité on la produit pas chère. Et on a mis en place un système fou de profits. Vous savez à combien achète EDF ? Par obligation, l'électricité éolienne de Saint-Brieuc, 198 euros le mégawatt, quand elle vendait à 42 à des opérateurs privés. On a forcé EDF à acheter une électricité hors de prix. Qui le paye ? Ce sont les Français. Donc à un moment, je dis pas que le public doit être partout, je suis pas collectiviste. C'est ce qui m'étonnait un tout petit

peu. Mais

sur les grands enjeux du pays, il faut l'initiative privée, mais il faut aussi un moment où il y ait un cadre public. Sinon, on ne règlera pas à moyen terme le problème. En attendant, on baisse l'Etat. Et ensuite, j

'ai encore une question pour vous, Nicolas Dupongiaud, parce qu'il y a un mot qui m'a particulièrement perturbé. Je voulais

revenir sur ce que vous disiez tout à l'heure, à savoir que l'Etat est nu. J'en peux plus de ce discours. La réalité, c'est que l'Etat est nu, parce qu'il s'est dénudé. Quand vous avez un Etat qui, par exemple, vis-à-vis des fraudeurs fiscaux, fait le choix de négocier avec eux plutôt que d'aller en justice et d'obtenir les sommes qui sont dues à l'Etat, c'est un scandale absolu. Vous avez peut-être lu Mediapart ce matin. En 2025, l'Etat a renoncé à 2 milliards d'euros de rentrée fiscale, qui était due par des fraudeurs fiscaux qui étaient bien identifiés. Et on n'a récupéré qu'un seul 2 milliards. Donc on renonce à 2 milliards et on en prend un pourquoi ? Parce qu'il y a dans notre pays une forme de mensuétude vis-à-vis de puissants qui ont recours à la fraude fiscale. C'est une honte absolue. On a 13 millions de Français, pour une bonne part des classes moyennes, qui vont remplir leur avis d'imposition. Eux, ils payent leur impôt rubis sur l'ongle. On a des fonctionnaires qui attrapent des gens qui fondent la fraude fiscale et l'Etat décide de renoncer à 2 milliards d'euros de rentrée fiscale. C'est scandaleux. Et d'ailleurs, la Côte-de-Gonfle a

dénoncé... Il n'y a pas que ça. Je suis d'accord que la fraude fiscale, c'est mal. Tout le monde est contre. Il faut lutter contre. Mais ce n'est pas ça qui va régler le problème de la France. Loin de là, très loin de là, il faut d'abord que l'Etat soit moins dépensier et que l'Etat dépense mieux. Il est là le sujet. Et personne, aucun gouvernement, depuis une trentaine ou une quarantaine d'années, n'a vraiment eu le courage. C'est une question de courage. Parce que tout le monde sait très bien où est -ce qu'il faut faire des économies et où est -ce qu'il faut appuyer sur l'accélérateur et sur les dépenses. Vous dites tout le monde sait très bien. Personne n'est d'accord là-dessus ? Non, si. On vous parle d'éducation, on vous parle de logement. Et on en parle très peu, du logement. Et je sais si ça, c'est un de vos sujets, d'ailleurs. Le logement, on parle de la justice et on parle de la santé. Voilà les 4 sujets où il faut une réorganisation totale, d'ailleurs. Parce que la santé, il y a de l'argent. Mais cet argent est tellement mal utilisé. Bon, ça, c'est une première chose. C'est là qu'il faut faire les efforts, tout en baissant évidemment les charges et les impôts. Parce que ça, les prélèvements obligatoires sont un coup de marteau terrible sur les Français. Et rendez-vous compte qu'en plus, le manque de courage conduit à quoi ? Il conduit à quoi qu'il en coûte il y a quelques années. Qu'on n'a pas su arrêter. Parce que aucun parti politique n'a dit stop. On a même retrouvé, souvenez-vous,

on l'a évoqué dans un forum il n'y a pas très longtemps, des lettres de certains élus et des élus de droite qui réclamaient instamment pour certaines catégories professionnelles que le quoi qu'il en coûte ne s'arrête pas. Moi, je veux bien qu'on dise, on lutte contre la fraude fiscale, mais aucun parti politique n'a le courage de dire, il faut qu'on s'attaque complètement à la réorganisation. Il y a une chose qui m'a

perturbé dans ce que vous avez dit, Nicolas Dupont. Vous avez dit qu'on avait renoncé aux diesel russes. Vous regrettez qu'on ait renoncé aux

diesel russes ? Comme je regrette qu'on n'importe plus de gaz russe. Parce qu'on paye notre gaz liquéfié américain 3 fois et demi. Donc remplir les poches de l'État russe pour vous pose aucun problème. Mais parce que la prospérité européenne a été faite sur les ressources naturelles russes et c'est à cause de cette folie de la guerre en Ukraine qu'on est en train de suicider l'industrie allemande, l'industrie italienne, l'industrie française. Bien sûr qu'il n'y en a pas d'autre fait, mais on n'était pas obligé de boycotter le GARZ russe. Il y a des tentatives de paix. Mais vous pouvez combattre Poutine en Ukraine et continuer de lui payer ? Je ne combats pas Poutine en Ukraine, je fais la paix. Et c'est ma différenciation. Lui n'en veut pas. En attendant, les Américains sont en train de faire la paix en s'entendant avec Poutine et vont rafler les ressources naturelles, les métaux stratégiques russes. Et l'Europe est en train de se suicider économiquement à payer son gaz 4 fois plus cher. Et est-ce qu'on se suiciderait en

mettant dans les bras de Poutine ? Je ne me

veux pas mettre dans les bras de Poutine. Je refuse de prendre parti dans cette guerre qui est en train de nuire aux intérêts de la France. Et j'assume totalement ce choix. Et ce sera un choix pour la paix fondamentale de la présidentielle. Parce que j'en ai assez qu'on ait donné 40 milliards d'euros de l'argent des Français. 40 milliards pour acheter des armes américaines, pour tuer d'ailleurs des Ukrainiens, des Russes, alors que la paix était possible. Et si la France, l'Allemagne... Vous n'aurez jamais la paix ! Vous n'aurez

jamais la paix ! Pour

alimenter la guerre... Vous n'aurez jamais la paix ! Vous aurez la guerre partout, dans les pays de Paris, dans Poloïd, mais si ! Depuis 2022, les Européens font un choix suicidaire. Ils sont rentrés dans ce conflit à pieds joints, alors qu'il fallait tout faire pour l'éteindre. C'est une catastrophe pour l'Europe entière. La preuve en est, licenciement en Allemagne, prix du gaz. Vous croyez qu'on va lutter contre la Chine et les États-Unis ? Économiquement, industriellement ? En payant notre énergie, trois fois le prix de la Chine, trois fois le prix de la Chine, et trois fois le prix de la Chine ? Yann Brossat,

vous pensez qu'on a fait un errat en

renonçant aux diesel -russes ? Mais on a fait une énorme erreur ! Et les Français le payent aujourd'hui, très cher ! Attends, la question était pour Yann Brossat Nicolas Dupont-Aignan. Je défends les Français avant les Ukrainiens ! Et j'assume complètement ! Je ne dirais pas les choses comme ça. Parce qu'à un moment, ça suffit de donner de l'argent à un régime qui achète des yachts à Monaco, qui est de 500 millions d'euros, qui alimente la corruption. Il faut faire la paix. Il ne s'agit pas de donner tout aux Russes. Il s'agit d'avoir la paix équilibrée.

Vous avez vu l'état de Mario Paul ? Vous avez vu ce qui s'est passé après le retrait des Russes dans les lieux où il y a eu des massacres de villages entiers ? Vous acceptez de sacrifier ce voisin

européen qui est l'Ukraine en disant, nous d'abord ? Ceux qui le sacrifient, c'est ceux qui l'ament. Mais ils font ce

qu'ils veulent ! Moi, je leur dis que aujourd'hui, la ruine de la France et de l'Europe occidentale est liée à l'alimentation de ce conflit qui est une folie pour les Krens, pour l'Europe et la Russie. Attendez, j'entends tout le monde,

Yann Brossat ! Et les Français sont en train de payer très cher ! Nicolas Lippon est en dessous de Yann Brossat ! Erreur ou pas d'avoir renoncé

au diesel russe ? Non, ce n'était pas une erreur d'y renoncer. Après, qu'on ait besoin de travailler à une issue diplomatique à ce conflit, c'est une évidence quand un conflit dure depuis plus de 5 ans et qu'il est meurtrier à tous égards. Cela dit, dire qu'il ne fallait prendre aucune sanction contre la Russie, je ne partage pas ce point de vue, d'autant qu'il n'y a aucun... sur le fait que dans cette affaire, ceux qui ont transgressé le droit international, ce sont les Russes et pas les Ukrainiens. Et donc la France aurait été quand même bien mal inspirée de ne pas réagir du tout. Je reviens à notre

sujet de départ, le carburant.

En attendant, c'est les Français qui payent 40 milliards, parce que les Français ne savent pas ce qu'ils donnent. 40 milliards, on aurait pu baisser les prix du carburant pendant 4 ans.

Pierre Chasseray, ce sont ceux qui roulent aux gasoiles qui aujourd'hui payent le plus lourd prix but. J'exagère un peu. Oui,

totale. Puisque pour ceux qui roulent à l'essence, et d'ailleurs ça me permet d'en parler ce soir, il y a toujours une possibilité pour beaucoup des véhicules, ils sont compatibles à la conversion à l'éthanol. Ça permet quand même de bénéficier d'un carburant qui fait réaliser 50 % d'économie. Donc c'est pas anecdotique. S'ils veulent se renseigner, faites bien attention. Prenez bien un boîtier homologué. Faites les choses bien dans les règles. Et normalement, du coup, ça devrait très bien se passer pour le portefeuille, pour les dieselistes. Malheureusement, la solution, elle est faible. Et je sais, j'entends parler, c'est le grand débat à la mode. L'électrification. Ah bah

j'allais vous dire ça. Attendez, coût mensuel pour une voiture qui roule à l'essence, coût du carburant, 137 euros électrique, 46 euros.

Oui, enfin bon, vous savez, ça dépend de qui fait l'étude.

Là, en l'occurrence, roulez data.

Oui, voilà, moi je sais pas qui c'est. Donc si c'est... Non, très objectif, je sais pas qui sont ces gens-là. La réalité, c'est que c'est pas comme ça que ça fonctionne. Le frein à l'électrique, tout le monde a bien compris que si on recharge à domicile, ça revient moins cher. Tout le monde le sait. Mais quand vous avez, je tiens, pour un exemple d'un jeune que je connais bien, petite Clio de 99, parce que bah... étudiant, il vient d'avoir son permis. Vous croyez qu'il a de quoi investir dans un véhicule électrique, même si l'air sainte électrique lui plaît énormément, vous croyez sincèrement qu'il a les moyens de le faire. C'est absolument injouable. C'est injouable. Donc cette population-là, elle ne peut pas. Et ensuite, vous avez d'autres populations. Tiens, je vais penser à ceux qui habitent à Saint-Lary-Soulan, dans les Pyrénées. On y fait du vélo, on y vit très bien. C'est extraordinaire, j'adore. Et du ski, effectivement. Mais vous êtes à 1250 m l'hiver. La voiture électrique, elle aime pas trop ce genre de température. C'est complexe. En fait, la voiture électrique, qu'on essaye de vendre à tous les Français, on refait la même erreur que dans les années 80, où on a voulu vendre le diesel

à tous les Français. La réalité, c'est qu'aujourd'hui, à chaque Français correspond un type de véhicule. Et je voudrais lancer un petit message à nos amis qui sont intéressés par les véhicules électriques. Je les invite à regarder ce qui se passe dans l'Oregon, là où c'est né, avec l'Oregon, le système qui a permis pour les premiers de mettre une fiscalité à poser aux véhicules électriques au kilomètre parcouru. Je les invite à regarder ce qui se passe aussi en Angleterre. La France, ce sera pareil. Dès que le marché sera captif, l'Etat français, qui est oxycommane des taxes, de toute façon, trouvera bien un moyen intelligent pour lui, puisqu'il tuera la consommation, d'aller taxer

les véhicules électriques. Juste sur le carburant, 3 euros le litre, parce que c'est le titre qu'on affiche là. 3 euros le litre, c'est possible

? C'est ce que j'ai annoncé en avril, en disant qu'on irait tout droit si la crise ne se résout pas. Donc je ne vais pas changer mon fusil d'épaule. Et si aujourd'hui, vous savez ce qui fait qu'aujourd'hui, on n'a pas encore un tarif moyen des carburants en France que vous annoncez avec justesse sur BFM TV. Ce qui fait qu'il est maintenu un petit peu plus en bas que la réalité statistique, c'est qu'on prend dans cette moyenne les stations totales qui essayent d'échapper à un impôt. Et comme ils essayent

d'échapper, ils

plafonnent le prix. Avec d

'ailleurs des stations qui sont en manque de carburant.

Sauf que les valeurs moyennes en France, du coup, sont inférieures à la réalité de ce que payent les automobilistes. Donc autant je suis opposé à la mise en place d'une fiscalité sur les véhicules électriques, je suis favorable à la baisse de la fiscalité sur les carburants pour doper l'économie, pour rendre du pouvoir d'achat aux Français et pour permettre de réaliser un Big Bang Economy qui permettra enfin aux Français d'avoir les moyens de pouvoir consommer. Parce que je le rappelle, on a oublié une chose, le PIB, la croissance, c'est de la consommation. La valeur internationale de richesse, c'est la consommation. Nicolas Dupont-Aignan, on est... Si Michel

-Édouard Leclerc, nous écoute, sort du bois, pourquoi

? Parce qu'il sait qu'on va gagner.

Dans ma ville, il y a un petit Leclerc, c'est que les gens, quand ils ont mis le plein pour la voiture, il n'y a plus d'argent pour manger. Il n'y a plus d'argent. Il y a une baisse de fréquentation des guerriers. C'est un problème seulement social, c'est un problème économique. On est à la cote d'alerte, vraiment. Et je pense qu'en fait, si le gouvernement ne réagit pas, je pense que dans l'appareil d'État qui vit à Paris, il ne se rend pas compte de ce que c'est d'aller travailler avec sa voiture tous les matins. Ce n'est pas un luxe. Non,

il y a une part de démagogie là-dedans. Ce n'est pas une part de démagogie. Il faut arrêter de faire croire que les élus, que les gouvernants... soient complètement déconnectés de la réalité. Sinon, il y a longtemps que la mesure aurait été prise. Beaucoup d'entre eux sont des élus locaux, ils savent très bien ce qu'ils ont. Les élus locaux,

je peux vous dire, chère Yves Treyhard, ils savent très bien ce qui se passe. Ça, ça fait partie de la démagogie. Il faut trouver des solutions surtout.

La solution, on la connaît. Pourquoi on ne la met pas en place depuis tant ? Non, on ne la connaît pas

parce que tout le monde n 'a pas tout à fait la même vision. Vous savez, Yves Treyhard, juste une chose... La vision, c

'est de dire... Non, mais attends, il faut savoir. Yves Treyhard, juste à réguler. La vision, c 'est ça va bien tenir. Voilà, ça tiendra. Parce que je maintiens que c 'est un vrai problème parce qu 'ils ne vivent pas dans nos provinces où si vous n 'avez pas la voiture pour aller bosser, vous ne pouvez pas y aller. Vous ne pouvez pas y aller. Ceux qui nous dirigent malgré tout vivent dans des grandes villes où il y a des transports en commun. Mais quand vous êtes vraiment au milieu de nulle part, si vous ne pouvez pas remplir le réservoir, vous ne pouvez pas aller bosser. Et l 'impact sur la consommation, sur l 'économie du pays, devient dramatique. Pierre Chassret. Il y a urgence à agir. Il y a le feu.

Juste, Yves Treyhard, ça fait six mois maintenant quasiment. Ça va faire six mois qu 'on parle de ce dossier des carburants. Et au final, qu 'est -ce qui se passe ? Tout le monde nous dit la France n 'a pas les moyens de baisser les taxes, donc on ne baisse pas. Au final, on vient de plomber notre économie. On a perdu un point de croissance. Si ça se traduit par un point de croissance à la fin de l 'année, on aura perdu 30 milliards d 'euros. Moi, je propose une chose, Yves Treyhard. Ce modèle... Moi, j 'en propose une autre. Ce modèle... Je vous écouterai. Ce modèle qui ne fonctionne pas, celui qu 'on est en train d 'appliquer, de ponctionner Money qui fait son plein pour aller bosser pour faire son plein pour aller bosser. Si on change un petit peu notre fusil d 'épaule en reconnaissant que tous ceux qui ont choisi de ne pas baisser la fiscalité ont fait le mauvais choix, alors pourquoi ne pas enfin essayer de relancer la consommation ? Je ne comprends pas.

Alors, j 'ai la réponse en trois temps, mais qui est très rapide. La première, c 'est que vous avez raison. Ah bon, ça arrive là. L 'État devrait baisser notamment les taxes. Bien sûr. Puisqu 'ils sont outranciers, on va dire. Et le mot est faible. Il devrait baisser les taxes, sauf qu 'il n 'a pas les moyens de les baisser. Et ce n 'est pas faux. Ce n 'est pas faux si vous regardez quand même la dette qui nous plombe. À court échéance, oui. Et troisièmement, parce que... Pourquoi on en est là ? Parce qu 'il y a des erreurs économiques importantes qui sont dues en partie au gouvernement, très largement, au pouvoir exécutif, on va dire, mais aussi à notre personnel politique. Oui, mais... Quand vous avez un personnel politique qui refuse de couper... Enfin, surtout de régler le problème de la dette sociale en France. De la dette sociale, des retraites et des dépenses de santé qui grèvent presque la moitié de nos dépenses publiques. Là, il y a de

responsabilités des partis politiques. La responsabilité des gouvernants, c 'est de vouloir faire payer toujours les Français les plus modestes, alors qu 'il y a des fuites considérables, les fausses cartes vitales, l 'immigration... Oui, oui, oui. J 'en ai parlé. L 'Union européenne. Vous savez que la contribution à l 'Union européenne a encore augmenté 5 milliards. 5 milliards. 5 milliards. Pourquoi faire ? J 'avais... Pour donner à nos voisins... Yann Broussa, Yann Broussa. Je voulais dire un autre. Yann Broussa, parce que... C 'est tellement plus facile de s 'attaquer aux retraités, alors qu 'on donne 5 milliards à l 'Union européenne. Yann Broussa... Ce discours... C 'était les

actifs que j 'en parle. J 'entendais Yfrère parler à l 'instant de la dette sociale. Je trouve quand même incroyable que dans un pays qui compte désormais 10 millions de pauvres, quand on veut faire des économies, on se dit comment on va taper sur les plus modestes dans notre pays, c 'est -à -dire ceux qui profitent globalement de notre modèle social. Et heureusement, sinon, ils créeraient la bouche ouverte. Enfin, quand même. Et alors, quand j 'entends tout ce discours sur les retraités depuis le début septembre, on entend ça, les retraités qui seraient des espèces de privilégiés qui

bénéficieraient de tous les droits. Excusez -moi, la moyenne des retraites, c 'est 1400 euros. Je crois pas que vous et moi, on gagne 1400 euros. Vous savez très bien de quoi je parle quand je parle de dette sociale. Et on nous explique qu 'on devrait désindexer les retraites par rapport à l 'inflation. Vous savez très bien qu 'on a déjà des retraités qui ne s 'en sortent pas. Je ne suis pas parti de ça.

1400 euros et on explique... Votre discours est à côté. Il est deurre jeu. Mon discours, c 'est le fait qu 'on doit travailler plus longtemps pour se financer notre modèle social. Non mais, Jus, j 'en termine.

J 'en termine. Vous faites partie de ceux qui matin, midi et soir... Vous mentez aux Français. Je le dis comme je le pense. Je termine. Qui matin, midi et soir explique qu 'il ne faut pas taxer les très riches, qu 'il ne faut pas mettre en place la tax Zuckman et qui explique que leur traité, que leur traité, il faut aller lui taper sur la gueule pour qu 'il ait trop payé. Pourquoi vous dites

que Yann Brossard ment ? Parce que... Vous n 'avez pas contre la tax Zuckman ? Par omission. Je ne dis pas que c 'est un mensonge. Dieu merci, je n 'en suis pas là et je respecte tout à fait Yann Brossard. On n 'a pas du tout la même vision des choses. Non, ça on avait vu. Je pense sincèrement que la France, elle a un problème majeur. C 'est qu 'il n 'y a pas suffisamment de Français qui travaillent. Et s 'il y avait plus de Français qui travaillaient, on aurait plus de contributions sociales. Et première chose, plus de production et plus de croissance. Et deuxièmement, si les Français travaillaient plus longtemps ensemble, eh bien, on aurait une charge sociale plutôt que la dette. Justement,

j 'ai un chiffre à vous donner Nicolas de Pogno. C 'est lié. A propos de pouvoir d 'achat, on reste là -dedans. Étude Kofidis, la question était très simple aux Français. Quelle somme vous manque -t -il chaque mois pour vivre confortablement ? Réponse, 512 euros en moyenne pour être à l 'aise. 512 euros en moyenne, voilà ce qu 'il manque. On va... On va aller chercher où ces 512 euros ? À court terme, il n 'y

a pas une solution immédiate, il n 'y a pas un miraculeux. On peut baisser les taxes sur le carburant, il faut diviser par deux la facture d 'électricité. Ça, on peut le faire, c 'est énorme. On peut arrêter de gaspiller de l 'argent, j 'avais écrit un livre où valent le pognon, 50 milliards, qui part à l 'étranger. C 'est de l 'argent français qui part à l 'étranger. Fausse carte vitale, immigration, je ne recommence pas, UE, etc. Et puis l 'autre enjeu majeur dont on ne parle jamais pour les retraites, parce que c 'est la vraie question, c 'est le produit en France, c 'est le protectionnisme. Est -ce qu 'un jour on va oser dans notre pays arrêter avec ces traités de libre -échange, qui permettent d 'importer du bout du monde des produits qui ne respectent aucune norme ? Et qui permettent aussi à pas mal d 'entreprises d 'exporter aussi Nicolas Dupont -Agnan ? Oui, mais on a un déficit commercial de 70 milliards d 'euros. Enfin, je suis d 'accord, mais il y a quand même encore des entreprises qui exportent. Oui, mais on a divisé par deux notre part industrielle. Il y a une partie qui est de notre faute, trop de charges, trop d 'impôts de production, il faut les baisser. Je les recommandais cent fois. Mais il y a aussi, à un moment, il faut une concurrence loyale. Tous les pays du monde se protègent, sauf l 'UE parce qu 'on a une politique folle. Ce qui est en train de se passer avec le véhicule électrique, très grave, l 'UE a décidé, et le gouvernement français, ont décidé qu 'il fallait abandonner l 'industrie thermique, où on était fort. Et ils ont prévu un calendrier pour passer à l 'électrique sans avoir de stratégie industrielle. Mais vous imaginez, on est à plus d 'un million d 'emplois qui va être supprimés en Europe, dans l 'automobile. Et on continue. J 'ai vu que les constructeurs chinois avaient pris 10 % du marché européen. Et quand je dis, mais ça fait pas, reconnaissez que je dis toujours la même chose. C 'est pas typique à la

France, hein ? Vous avez l 'Allemagne avec Wally Wagell qui a fait un

licencié à 100 000 personnes. Mais il y a un moment, quand quelque chose ne marche pas, on doit quand même se poser la question. Je ne suis pas pour une économie fermée du tout. Je pense qu'il faut du libéralisme. Mais il faut un libéralisme ordonné. On ne peut pas continuer sans se poser la question d'un protectionnisme, d'un vrai protectionnisme. Trump a mis des droits de douane à 100 % pour les véhicules électriques chinois. Ça s'est arrêté. Ils vont où ? Ils vont chez nous.

Donc vous, vous dites, on y va. On tâche à 100%. 100

% ! On y va

! Sans avoir peur de la percussion que ça va avoir derrière. Mais si on

ne le fait pas, on crèvera. Alors, je ne dis pas de le faire n'importe comment. Je ne dis pas de tout protéger. Mais si

Trump montre son téléphone portable fabriqué en Chine

? Bien évidemment. Mais si on se dit qu'à chaque fois qu'on veut prendre une mesure protectionniste, minimum, on ne fera rien, on ne fera rien. N'oubliez pas comment s'est construit la puissance de la Chine, de la Corée, du Japon. Un protectionnisme intelligent, secteur par secteur, à tout le temps. Communiste, ça vous plaît très bien. Ça vous plaît ça. Mais pourquoi vous êtes dans la caricature ? Mais pas du tout. C'est stupide. Je ne veux pas trop d'intelligence, frère. Le général de Gaulle a eu une politique intelligente, mais non.

Vous êtes en train de louer le modèle chinois. Je loue. Je regarde. C'est quand même dément. C'est comme si il y a 50 ans, vous

louiez le modèle soviétique. Je regarde les faits. Et je regarde que les pays qui sont en train de dominer la mondialisation, ont une stratégie de protectionnisme intelligent. J'entends bien. Le Japon, qui est libéral, la Chine, et

qu'on est en train de se faire détruire. Il est faisable parce qu'il est piloté par une dictature communiste. Est-ce que vous allez faire un protectionnisme en France de la même façon ? Pourquoi vous

êtes dans la caricature ? Vous devriez faire de la politique. Vous devriez être dans les partis de vos critiques. Je demande juste qu'on arrête les dogmes. Le dogme du libre-échange intégral où on se fait complètement bouffer et détruire, je pense qu'il faut savoir arrêter. D'ailleurs, l'Allemagne va changer. Les États-Unis changent. Et il n'y a que la France qui laisse détruire son industrie. Et les retraites, elles sont payées si on relocalise de l'emploi industriel.

Dans une seconde, l'autre infopolitique de la soirée, il faudra qu'on en parle. L'appel lancé par Edouard Philippe ce soir. Est-ce que c'est un appel désespéré ? On verra ça dans une seconde. Simplement sur les 512 euros. Je ne vous ai pas posé la question. On va les chercher où, ces 512 euros -là, pour les Français ?

Par une augmentation des salaires. C'est -à-dire en partie dans la poche de ceux qui n'arrêtent pas d'encaisser des profits records et qui bénéficient d'une forme d'impunité dans notre pays, bien sûr. Je vous le redis, en 40 ans, la part des salaires dans la valeur ajoutée a baissé de 10 points. C'est -à-dire qu'il y a 10 points qui sont partis de la caisse des salariés, des travailleurs, de ceux qui produisent les richesses, vers le capital. Et pendant qu'on nous parle matin, midi et soir du coût du travail, pendant qu'on nous rebat les oreilles avec le coût du travail, la réalité, c'est que le coût du

capital a explosé. C'est ça la réalité. Et donc, oui, on a besoin d'aller récupérer ces 10 points et de les redonner aux salariés. Parce que dans un pays, il n'y a pas de production de richesses sans travailleurs. Et donc, très concrètement, l'indexation des salaires sur les prix. Moi, je suis favorable, nous sommes favorables, avec Fabien Roussel, à l'indexation des salaires sur les prix. C'est -à-dire que quand les prix augmentent, les salaires doivent augmenter d'autant. C'est ce qu'ils pratiquent d'ailleurs en Belgique et qui ne posent pas de problèmes particuliers. Et ça évitera qu'on ait autant de salariés dont le pouvoir d'achat est dévoré par le niveau de l'inflation.

Ce qu'il faut noter à ce stade, en tout cas, de la campagne présidentielle, c'est que, alors que c'était traditionnellement vraiment un bastion de gauche, l'augmentation des salaires aujourd'hui figure dans quasi tous les programmes des candidats à la présidentielle, y compris les candidats de droite. Edouard Philippe, il en a fait un des axes majeurs de sa campagne en disant il faut absolument augmenter le salaire net. Alors ça passe bien sûr par un allègement des charges sur le travail. Oui, c'est pas forcément avec les mêmes mesures

à chaque fois. Bien sûr, c'est pas du tout.

Jean -Luc Mélenchon, c'est une hausse du SMIC. Marine Lopet, elle propose de baisser les taxes sur le travail et sur l'énergie, d'ailleurs, on en parlait. Mais en effet, aujourd'hui, c'est transparent l'augmentation des salaires. Il faut le savoir à ce stade de la campagne

présidentielle. Votre travail comme journaliste, c'est effectivement de rentrer dans le détail. Quand on dit, quand on dit, on va augmenter les salaires par une baisse des cotisations sociales, on fragilise la sécurité sociale. Donc en réalité, ce qu'on donne aux salariés d'une main, on lui reprendra de l'autre. Quelle cotisation sociale ? Puisque, par exemple, demain, si vous tombez malade, vous ne serez pas remboursé comme vous l'êtes aujourd'hui. Et de fait, d'année en année, on a des déremboursements de médicaments et on a une dégradation de notre système social. Vous me

demandez d'être précise, je vous demande la même chose. Vous dites la baisse des cotisations sociales. Quelle cotisation sociale ? Je dis que je ne

suis pas favorable à une baisse des cotisations sociales. Parce que quand on baisse les cotisations sociales, inévitablement, on fragilise notre modèle social et notamment la sécurité sociale. Et donc, tous les candidats de droite qui disent, on va augmenter les salaires par une baisse de ce qu'ils appellent les charges sociales, c'est -à-dire en réalité les cotisations sociales, fragilise notre modèle social. Non, non,

non, non, il faut qu'on avance. C'est l'autre info de la campagne ce soir. L'appel lancé par Edouard Philippe Lancelot, premier ministre, explique qu'à droite et au centre tout le monde doit se retrouver, se parler, parler d'un programme commun pour éviter un deuxième tour. Le Pen Mélenchon, on l'écoute.

Je suis pour l'instant, et je ne m'en tire aucune gloire, je suis pour l'instant le mieux placé dans les sondages. C'est à moi qu'il revient de prendre ma responsabilité, cette responsabilité de dire, rencontrons-nous, parlons-nous. Nous ne sommes pas obligés de le faire. Parlons-nous si nous ne pouvons pas nous parler, si nous ne sommes incapables de nous parler entre nous tranquillement, en confiance, alors comment voulez-vous préparer le rassemblement qui suivra?

- "À peur", Edouard Philippe. - "Il a peur d'être battu et d'être balayé comme tous les gens qui sont dans cet espace central qui est très large. Il y a d'autres personnalités qui parlent d'un espace central qui va de Gluckman à Retailleau, mais ils n'ont pas tort, d'ailleurs, parce que c'est tout cet

ensemble -là qui peut être balayé. Ils ont très peur en regardant les sondages aujourd'hui qui ne sont pas prédictifs, mais qui montrent très évidemment que Mme Le Pen est en position de force pour gagner cette présidentielle et que celui qui pourrait la challenger au 2e tour et qui pourrait se qualifier, c'est Jean -Luc Mélenchon. Pourquoi? Parce que vous avez deux personnalités qui ont des discours radicaux, qui sont audibles, parce que les Français sont dans un état d'esprit déagiste et que, finalement, au centre, on ne les entend pas, dans l'espace central, on ne les entend pas. Ils disent tous à peu près peu ou prou la même chose à quelques nuances. On l'entend, Edouard Philippe. Mais non, parce qu'on a l'impression, en plus, que ce sont les directs héritiers, et on n'a pas tout à fait tort sur tous les plans, d'Emmanuel Macron, qui est plus impopulaire aujourd'hui que jamais, c'est pour ça que c'est très difficile. On va même aller plus loin. Celui qui pourrait avoir une popularité qui pourrait être intéressante ces derniers temps, ce n'est pas tous ceux qui vont candidater à l'élection présidentielle, c'est celui à Matignon qui s'appelle Sébastien Lecornu. Il a dit qu'il ne voulait pas y aller. Il y a un problème majeur. Ils n'ont pas tous la même recette. Il y en a qui veulent faire des primaires. Les primaires sont impopulaires en France à tort. Les primaires ont permis, en 2012, de dégager un candidat pour les partis socialistes qui est devenu président. En 2017, François Fillon, à droite, non, parce que François Fillon a été battu non pas à cause de la primaire, il a été battu à cause des

affaires. Vous pourriez y aller si il y avait quelque chose d'organisé ?

Je ne participerai à rien avec des gens qui ont ruiné le pays. Vous serez candidat quoiqu'il a réuni. Je suis candidat gaulliste et souverainiste. Je suis le seul à proposer une sortie de l'UE et un programme cohérent, même si vous ne l'aimez pas. J'ai pas dit ça. J'ai senti. Non, non. Moi, j'ai senti aussi. Très sérieusement, le problème de fond, c'est qu'ils sont au pouvoir depuis 10 ans. On les a beaucoup entendu, c'était paradé. Mais ils ont paradé alors qu'ils ont gouverné, ils sont responsables du chaos. J'ai vu une interview sur reality, ça m'a fait rire tellement c'était tragique, de Le Cornu dans le journal qui disait qu'il faut agir et il ajoutait évite. Ça fait 10 ans qu'ils sont là. Ils veulent reproduire ce qui a échoué. les Français n'en veulent

plus. Pourquoi est-ce que vous y retournez alors que lors de la dernière élection présidentielle, vous étiez rallié à Marine Le Pen ? Au deuxième tour ? Pourquoi ne pas aller directement vers Marine Le Pen ? Mais pourquoi

BFM TV existe alors qu'il y a des chaînes qui ont un peu plus d'audience comme TF1 ? Parce que vous avez votre patte et que les gens vous regardent. Je ne m'attendais pas. Mais nous, il n'y a pas de premier ou de deuxième tour. Il n'y a pas de premier ou de deuxième tour. Au premier tour, les Français ont le droit de choisir ce qu'ils préfèrent. Au premier tour, il y a un débat démocratique sur des vrais enjeux. Je propose une voie d'indépendance nationale qui n'est pas proposée par les autres. Pour vous renseigner ensuite à la voix de Marine Le Pen. Vous ne savez pas qui sera au second tour. Je propose une voie de paix à un moment où la guerre nous menace. Je propose un protectionnisme alors qu'ils refusent tous le protectionnisme. J'ai ma philosophie. Vous n'êtes pas loin du raccourcissement national. J'ai mon choix. C'est aux Français de choisir. Au premier tour, sinon vous supprimez le premier tour. Il n'y a plus de candidats. Il n'y en a que deux. Choisissez par qui ? Par les sondages. Trois. Allez. Et puis vous aurez 50 % d'abstention. Vous dites la même chose, Yann

Brossard, à gauche ? Il y en a 40. On est dans l'extrême opposé quand même.

Si vous supprimiez le premier tour et que vous choisissiez les trois dans les sondages, ça va s'écrouler naturellement. Vous le verrez. Il y en aura une dizaine. Pardon,

mais le problème se pose aussi chez vous, Yann Brossard, avec un certain nombre d'accusations contre votre candidat Fabien Roussel, pour dire qu'il va faire perdre Jean -Luc Mélenchon. Il va empêcher Jean -Luc Mélenchon d'aller

au deuxième tour. Je pense qu'il faut que tout le monde soit très serein. En l'occurrence, ce sont les Français qui choisiront par leur vote. Il y a des règles. Il faut effectivement avoir 500 parrainages d'élus pour avoir la possibilité de se présenter à l'élection présidentielle, ce qui est déjà quand même une forme d'écémage. Et donc, à l'issue de cet écémage -là, les Français doivent avoir la possibilité de choisir. Et en l'occurrence, Fabien Roussel est candidat. Il a été choisi par son parti. Ce n'est pas juste Fabien Roussel qui, un matin, s'est dit « je veux être candidat à l'élection présidentielle ». Il y a eu un débat démocratique en sein de notre parti qui s'est clos par un vote, ce qui est déjà une bonne chose. Et il a été effectivement désigné avec des propositions, notamment sur le travail, j'en ai parlé, sur la question des salaires, sur la question des retraites, de notre modèle social, de nos services publics. Vous êtes d'accord avec Mélenchon sur tout ça ? Et cette voix -là, elle doit avoir la possibilité de se cliquer. Vous êtes d'accord sur Mélenchon sur tout ça ? Il y a des sujets sur lesquels nous ne sommes pas d'accord. Sur la question, par exemple, de la réindustrialisation, du nucléaire, tout ça, ce sont des sujets sur lesquels nous ne sommes pas d'accord. Et bien c'est aux Français de trancher. Et il n'y a rien de scandaleux à se mener au premier tour. Il y a des dissidents, c'est vous aussi. Et chez nous, effectivement, les voix sont libres. Et chacun a la possibilité de s'exprimer. Mais une fois de plus, qu'est-ce qu'il y a de choquant à ce que les Français tranchent un débat sur des propositions ? Je vous rappelle qu'il reste,

tout juste, un peu plus que sept mois, pour une élection présidentielle qui va décider du sort de la France. C'est pas trop d'avoir des débats entre des personnalités qui incarnent des courants de pensée, qui ont des gens qui les suivent. Et les Français ont le droit d'oxygéner peut-être la vie politique aussi. Vous aurez les 500 signatures ? Oui, bien sûr. Vous les avez déjà ? Pas encore. Vous en êtes à combien ? Je ne vous le dirai pas, c'est un secret de fabrication. Ah, un secret de fabrication ? Oui. Il faut de l'argent aussi ? Il faut de l'argent, c'est les militants et c'est les soutiens qui donnent. Vous savez, dans les derniers sondages, on nous met à 3%, monsieur Roussel, moi, et tout, qu'importe. Moi, je fais ça pour des convictions et pour une idée de la France. Et vous ne croyez pas que dans la médiocrité politique, il y a besoin un peu de diversité

?

Sinon, c'est qui qui choisit ? 1000 personnes dans un institut de son âge ? Vous avez plus de signatures que Mélenchon, on pense. J'en sais rien. Il dit 200. Il dit 200, heureusement un peu plus. Mais ça viendra. Et je fais appel aux maires s'ils veulent une voix gaulliste, indépendante. 5 millions de Français, 6 millions ont été voir le film Général de Gaulle, qui devait être un four, qui n'est pas marché. Tout

le monde se réclame du gaullisme aujourd'hui. Oui, mais attendez. Le gaullisme, c'est

l'indépendance de la France. Oui, d'accord. C'est la souveraineté populaire. Il y en a beaucoup qui l'ont trahi abondamment et qui s'en réclament. Mais les Français font la différence.